

Casser l'échec scolaire ? C'est possible, dès demain

Sans grands financements ou réformes, il est possible de lutter contre le décrochage scolaire grâce à l'accompagnement personnalisé des élèves par des associations

PAR JEAN-LOUIS BORLOO, NICOLE NOTAT, DENIS OLIVENNES ET AUGUSTIN DE ROMANET

La rentrée scolaire s'est achevée. Mais les problèmes essentiels demeurent. Le décrochage scolaire est la question numéro un de notre pays. C'est la priorité des priorités. La mère de toutes les batailles. Si nous cassons cet échec, nous remettons le pays en marche. C'est possible. C'est possible sans grandes dépenses. C'est possible dès demain.

Avec 120 000 élèves qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme, nous alimentons continuellement la machine à fabriquer chômage et désespérance sociale : le taux de chômage des non-diplômés est trois fois supérieur à celui des bac + 2.

La sortie sans diplôme trouve principalement son point de départ dans le décrochage en primaire. C'est donc dès le primaire, en particulier dès le CP, qu'il faut s'attaquer à l'échec, avant qu'il ne s'enracine et ne devienne très difficile et très coûteux à corriger.

Dans la majorité des cas, cette fragilité scolaire est l'effet de conditions économiques, sociales et culturelles difficiles. Accepter de n'y rien changer, c'est reconduire et amplifier les inégalités sociales de naissance, ce qui est précisément le contraire de l'idéal de la République et de son école.

Il ne s'agit en aucune manière d'accabler le système éducatif et ses enseignants. L'école parvient à diplômer chaque année plus de 80 % des élèves qui passent entre ses mains, c'est-à-dire de l'ordre de 600 000 jeunes. C'est beaucoup. Elle le doit notamment au dévouement et au professionnalisme de l'écrasante majorité des professeurs dont nous admirons la vocation pédagogique et l'engagement citoyen.

CHANGER LA DONNE

Il y a très certainement des choses à faire pour améliorer l'efficacité globale du système éducatif par des changements d'organisation et de fonctionnement. Et par l'introduction de nouvelles méthodes, inspirées, par exemple, des progrès de la science cognitive. Ici, notre propos n'est pas de discuter d'une telle réforme du système, sur laquelle les signataires de cette tribune n'ont d'ailleurs peut-être pas tous le même point de vue.

Non, nous ne voulons pas parler ici de « LA » grande réforme qui prendra des années mais de l'action empirique immédiate qui, comme le levier d'Archimède, soulève le monde !

Ce que nous voulons dire ici, fortement, à l'adresse des pouvoirs publics est ceci : demain matin, avec des moyens réduits et en accompagnement du remarquable travail accompli par les professeurs, sans engager aucune réforme de structure ni de programme, il est possible de changer radicalement la donne en matière d'échec scolaire. Donc de chômage. Donc de dépression profonde d'une société qui ne peut plus croire en elle-

même dès lors qu'elle est incapable d'empêcher la marginalisation de 20 % de sa jeunesse condamnée au chômage, aux petits boulots, pire, à la délinquance. Comment changer la donne ? En assurant, au niveau du CP, l'accompagnement personnalisé des élèves considérés par leurs instituteurs comme fragiles en lecture et aussi des parents, selon des méthodes qui ont fait leurs preuves.

UN INVESTISSEMENT DÉRISOIRE

Est-ce à l'école de le faire ? Ce serait l'idéal. Mais soyons réalistes : les professeurs des écoles, avec 23 élèves par classe en moyenne, vingt-quatre heures de cours par semaine, cent soixante et onze jours d'enseignement par an ne peuvent pas accomplir systématiquement cette tâche. Ils ont déjà tant à faire ! Et surtout, accompagner les parents n'est pas de leur ressort. Il est plus efficace de recourir à des associations qui travaillent en bonne intelligence avec les écoles et leurs municipalités. Elles existent, nous les avons rencontrées.

Il en coûte pour les pouvoirs publics de l'ordre de 1 500 euros par élève. Pour 20 % d'une classe d'âge en risque potentiel de décrochage, la dépense totale serait donc de 180 millions d'euros par an. Nous rappelons que le coût annuel de l'enseignement scolaire est de 90 milliards. Et que le coût pour la collectivité de l'échec scolaire a été chiffré au minimum à 24 milliards par an par le laboratoire d'idées Terra Nova. C'est donc un investissement dérisoire et son « rendement » est exceptionnel.

Pourquoi croyons-nous que cela marche ? Ce n'est pas un acte de foi. C'est d'abord un constat empirique. Nous avons croisé sur notre route par exemple l'association Coup de pouce (ex-Ap-féé) et ses ateliers d'accompagnement, entre les mains desquels passent chaque année 10 000 élèves et que nous soutenons depuis de nombreuses années. Nous avons vu des élèves fragiles en lecture retrouver un parcours d'apprentissage normal, ce qui n'était pas donné au départ. Mais au-delà de ce constat empirique, qui amène chaque année 250 municipalités de toutes les couleurs politiques à reconduire ce dispositif, nous disposons d'évaluations incontestables. Elles ont été dirigées par le professeur Dominique Glasman, spécialiste reconnu de la sociologie de l'éducation, ont porté sur treize villes et aboutissent au constat clair : des élèves de CP fragiles que leurs caractéristiques culturelles, économiques et sociales auraient statistiquement conduits à l'échec scolaire dans une majorité des cas retrouvent, grâce aux ateliers, un profil comparable à celui des élèves qui n'étaient pas fragiles.

Le problème est donc identifié : le décrochage précoce. Des méthodes éprouvées existent pour le résoudre ou le réduire fortement : l'accompagnement en CP des élèves fragiles en lecture et de leurs parents. Il y a des associations qui savent le faire : par exemple Coup de pouce. Le coût est limité. Le rendement est très élevé. Qu'attend-on ? ■



Jean-Louis Borloo est ancien ministre ; Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT, est PDG de Vigéo ; Denis Olivennes est PDG de Lagardère Active ; Augustin de Romanet est PDG d'Aéroports de Paris